

Droit général

legifrance.gouv.fr -> version actuelle et ancienne des lois

Les lois sont sur : www.legifrance.gouv.fr.

Le droit : L'ensemble de règles contraignantes qui régissent la vie en société. Notions de contrainte / obligations

Trois type de sources :

- Sources étatique : les textes créés par les constitutions et qui s'appliquent à tous
- Jurisprudence : les décisions de justices
- Sources informelles

Toutes ces sources, textes, normes sont hiérarchisés, dans un ordre décroissant :

- La constitution, texte au-dessus de tous les autres (ex : La convention de sauvegarde des droits de l'homme de 1958, Ve République, vote par référendum ou par le congrès (député + sénat) avec un minimum de 3/5)
- Les traités internationaux
- Le droit de l'Union Européenne (Droit hybride), il prend de plus en plus d'importance,

La Ve République contient deux types de dispositions :

- Cette disposition décide qui fait quoi, comment les lois sont adoptées, les relations entre les différentes assemblées, institutions, modes d'élections, ...
- La constitution rappelle les valeurs et principes auxquels nous sommes attachés et qui sont en vigueur dans la République.

Le conseil constitutionnel est composé de 9 membres, pour 9 ans : - Anciens présidents - Un nouveau membre est nommé tous les 3 ans par : - Il peut annuler une loi si elle est considérée anticonstitutionnelle. Président / Sénat / Assemblée - Il peut être saisi par, le sénat, l'assemblée nationale, ou le citoyen - Il vérifie aussi la constitutionnalité des traités internationaux

L'impact de l'Europe en France : - Une directive européenne doit dans un premier temps être transposée en une loi française - Règlements Européens directement applicables en France

Les traité internationnaux :

- Soit un traité ssuit la constitution il est mis en vigueur.
- Sinon, la constitution doit être changer ou le traité abandonné.

Le droit internationnal comporte deux sorte de mesure:

- Des regles d'armonisations, pour que les etats aient un minimum de règles communes.
- Pour résoudre les conflits entres les lois d'état.

Il n'existe donc pas de droits supra national.